

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Band: 30 (2023)
Heft: 1: Der bittere Geschmack des Archivs = Le goût amer de l'archive

Vorwort: Le goût amer de l'archive = Der bittere Geschmack des Archivs
Autor: Elsig, Alexandre / Giddey, Thibaud / Mazbouri, Malik

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le goût amer de l'archive

Éditorial

Alors que les avancées technologiques mettent virtuellement à la disposition de la recherche historique des sources de plus en plus abondantes, les conditions d'accès à certains fonds d'archives restent difficiles et chronophages, quand elles ne se dégradent pas. Pour ne prendre qu'un exemple récent, l'évaluation de la Loi fédérale sur l'archivage de 1998 a montré que les administrations – en tant que productrices d'archives – interprétaient souvent la loi de manière très restrictive et qu'elles imposaient la plupart du temps le délai de protection maximal aux documents.¹ Ce numéro de la revue *traverse* entend dès lors questionner le travail de négociation nécessaire à la consultation d'archives dites sensibles ou protégées, une phase fondamentale mais qui reste peu visible dans les résultats des recherches.² Dans quelle mesure les conditions d'accès aux archives déterminent-elles la constitution d'un corpus de sources et le choix d'un sujet de recherche, quels sont les enjeux méthodologiques et déontologiques que ces conditions posent à la pratique historique?

L'obtention d'un accès dérogatoire à des documents protégés est en effet souvent soumise à la signature d'un contrat engageant l'historien·ne à respecter un certain nombre d'obligations vis-à-vis de la publication de ses travaux. Si l'anonymisation d'informations relatives à la vie privée est la norme, les choses se compliquent lorsque des manuscrits doivent être soumis pour accord aux détenteurs des archives consultées. Où commence le droit de ces derniers à intervenir dans le texte, quand ce droit de relecture avant publication se transforme-t-il en ingérence, voire en censure pure et simple, où s'arrête la liberté des chercheurs·euses? Comment faire le départ entre les contraintes de la protection de la vie privée, des intérêts de l'État ou des différents «secrets» (bancaire, militaire, judiciaire, médical, industriel) et les besoins d'autonomie de l'enquête historique? Quels sont les possibles apports mais aussi les éventuels vices cachés du principe de la transparence de la vie publique ou du droit à l'oubli dans ces procédures?

Ce cahier propose d'approcher ces questions en analysant les mesures prises en amont de la consultation de fonds d'archives, tout en réfléchissant aux restrictions d'accès et à ce qu'elles impliquent comme effets négatifs sur la connaissance du passé, d'où le «goût amer»³ que peuvent laisser certaines expériences

malheureuses. Car l'accessibilité aux archives, même entendue au sens le plus pratique des heures de visite consenties aux usagers·ères par les administrations en charge de ce patrimoine, n'est pas qu'une question relative au confort de travail des historien·ne·s. Elle comporte des conséquences plus ou moins lourdes, ainsi que des enjeux souvent minorés.⁴ Pour ne prendre qu'un seul exemple, rappelons que, dans un contexte où l'expression «publier ou périr» s'impose à l'agenda des chercheurs·euses non titulaires, le problème de l'accès aux sources existantes oriente, par nécessité, le choix des thèmes et des sujets de recherches. Certaines questions historiques seront privilégiées, d'autres plutôt évitées et cela pour des raisons parfaitement hétéronomes à la discipline. À cet égard, il n'est pas exagéré de dire que les décisions politiques et administratives régulant l'accès aux archives ainsi que leurs modalités de consultation conditionnent, au moins en partie, notre connaissance du passé.

Les délais de mise sous protection d'archives remontant rarement à plus d'un siècle et les témoins ou leurs descendant·e·s pouvant encore être vivant·e·s, les historien·ne·s du contemporain sont particulièrement concerné·e·s par ces thématiques. Si les contributions de ce cahier reflètent plutôt des enjeux liés à une histoire du temps présent, toutes les périodes historiques sont d'évidence touchées par la non-communicabilité d'archives et les conditions faites à la recherche historique. Des enjeux mémoriels contemporains peuvent en outre compliquer et entraver l'accès à certaines sources médiévales ou modernes. En nous limitant une fois encore à un seul exemple, mentionnons la question du rôle de certaines entreprises et personnalités suisses dans le commerce triangulaire et la traite atlantique des esclaves, qui a conduit toute une série d'acteurs contemporains à se crispier sur leurs archives historiques: cas, notamment, de l'ancienne banque Leu de Zurich, devenue une filiale du Crédit Suisse en 1990, qui jusqu'en 2010 a refusé d'accorder l'accès à ses documents remontant au XVIII^e siècle en mobilisant l'argument... du secret bancaire!

Archives publiques, entre embargos et dérogations

Avant d'être matière à histoire, les archives ont pour l'institution qui les produit une valeur probatoire, gouvernementale et mémorielle.⁵ Elles relèvent donc à la fois d'une logique de pouvoir et de légitimation, et sont source de politique, de mémoire institutionnelle et locale, en même temps que, à la suite de la Révolution française, elles deviennent un bien public auquel tout citoyen peut avoir accès. En Suisse, si des Archives centrales sont créées par la République helvétique en 1798, leur ouverture est autorisée par un règlement fédéral de 1852, avant que différents délais d'embargo ne soient fixés. Un premier délai de pro-

tection de cinquante ans figure dans le règlement de 1944, avant que des dérogations ne soient formellement accordées en 1966, alors que la politique étrangère du pays durant les deux guerres mondiales fait débat.

Aujourd'hui, la *Loi fédérale sur l'archivage* du 26 juin 1998 et les différentes lois et règlements cantonaux sur les archives déterminent les conditions d'accès auxquelles sont soumis·es les chercheurs·euses. Il y a vingt ans, notre revue s'intéressait déjà à la possible «révolution copernicienne» provoquée par le texte de la loi fédérale qui fixait l'obligation des versements d'archives et précisait les conditions d'accès aux sources.⁶ La durée de protection des pièces était fixée en règle générale à trente ans après la fermeture d'un dossier, mais des délais supplémentaires étaient prévus: premièrement, un délai de cinquante ans ou de trois ans après la mort de la personne concernée était indiqué pour la protection des personnes, principalement dans le cas de dossiers nominatifs (archives judiciaires, fiches de police, dossiers médicaux...); deuxièmement, les informations relevant «d'un intérêt public ou privé prépondérant, digne de protection» étaient également protégées. Dans ce cas, il s'agit avant tout de documents qui mettraient en danger «la sécurité intérieure ou extérieure du pays, porterait atteinte à long terme aux relations avec d'autres États, avec des organisations internationales ou entre la Confédération et les cantons, ou nuirait grandement à la capacité d'action du Conseil fédéral».⁷ Les intérêts privés à protéger concernent pour leur part la divulgation de secrets professionnels ou les secrets de fabrication. Par voie d'ordonnance, le Conseil fédéral peut ainsi limiter l'accès aux documents précités.

En novembre 2014, sur les 4,1 millions de dossiers déposés aux Archives fédérales, 380 000 (soit le 9,3%) étaient soumis à un délai de protection prolongé.⁸ Ces différentes limitations sont assujetties à des procédures administratives de dérogation, dont la décision relève des services versants. Les chercheurs·euses doivent remplir un formulaire de demande de consultation du dossier d'archives encore soumis à un délai de protection. S'ensuit un aller-retour – chronophage – entre l'institution de dépôts des archives et les services administratifs qui ont versé les documents (par exemple, entre les Archives fédérales et le Ministère public de la Confédération).

Si la plupart des décisions sont positives – dans le cas des Archives fédérales entre 84 et 93% des demandes d'accès sont accordées –, une tendance à une protection renforcée pour certains documents se fait sentir.⁹ Ainsi, la Loi sur le renseignement de 2017 a amené le Conseil fédéral à sceller les données relevant du Service de renseignement de la Confédération trente ans de plus que l'embargo usuel des cinquante ans. Quant à la «disparition» des archives du Département de la défense relatives à l'organisation P-26 ou celles de la Police fédérale concernant la société zougnoise Crypto AG, soupçonnée d'espionnage, elle met crûment

en lumière les problèmes lancinants de versement d'archives liées aux questions de sécurité par certains services fédéraux.¹⁰

Pour en revenir au processus de consultation dérogatoire, en cas de refus, il est possible de déposer un recours juridique. Mais cette démarche reste coûteuse, longue et incertaine, nécessitant souvent de mobiliser des ressources et des soutiens externes. L'exemple récent présenté par l'historien Jonathan Pärli est-il un bon signe pour la liberté de la recherche? En mars 2022, le Tribunal fédéral a renvoyé la décision du Tribunal administratif fédéral quant au refus d'accès aux archives concernant Matthieu Musey, opposant zaïrois au régime de Mobutu qui a été expulsé du territoire helvétique en 1988. Pourtant, comme le montre l'interview de J. Pärli dans ce numéro, cette victoire d'étape n'a été obtenue que grâce au soutien de spécialistes du droit et de mécènes, et elle est intervenue après le bouclage de sa thèse. Le temps juridique ne correspond ici pas au temps d'accomplissement des travaux scientifiques. En ce sens, il convient de saluer la décision de la Société suisse d'histoire (SSH) de constituer un nouveau fonds de soutien financier pour les chercheurs·euses qui seraient contraint·e·s à ce genre de démarche, fonds qui doit permettre de combattre l'asymétrie de moyens entre l'administration et le champ de la recherche.¹¹

La bataille juridique menée par Jonathan Pärli a eu le mérite d'obliger l'administration à justifier ses arbitrages entre, d'un côté, la protection de la sphère privée et des intérêts de l'État et, de l'autre, celle de l'intérêt public de la connaissance du passé. Elle souligne aussi les multiples leviers, y compris l'exigence de démarches administratives laborieuses, sur lesquels le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) s'appuie pour limiter l'accès aux documents et décourager le requérant. Ce cas met en évidence enfin le pouvoir discrétionnaire des juristes des services versants quant à la décision de déroger ou non aux délais de protection des archives, d'où l'appel, lancé par la SSH, à la création d'une place de médiation au sein de laquelle le point de vue des historien·ne·s serait mieux pris en compte.

La montée d'une demande de transparence de la vie publique a eu des effets de contre-poids sur ces différentes pratiques. En 2004, la Loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration indique que toute personne a le droit de consulter des documents officiels de l'Administration fédérale, dès lors que des intérêts publics ou privés prépondérants ne s'y opposent pas. En 2019, à la suite de pressions venues de la SSH et de Loitransparence.ch, les Archives fédérales suisses commencent ainsi à publier une liste contenant tous les dossiers soumis par les services de la Confédération à un délai de protection prolongé de 50 ou même de 120 ans (art. 12, al. 2 d). Selon le catalogue de décembre 2021, les dossiers provenant des Départements de la défense, de la police fédérale et des affaires étrangères y occupent une place prépondérante.

D'autres domaines, comme la justice ou la santé, sont aussi concernés par des délais de protection étendus en vertu de la protection des données personnelles. Dans la partie «Débat» de ce numéro, Alena Blättler, Tanja Hammel, Olivia Vernay et Rebecca Crettaz discutent notamment des fonds d'archives de la justice des mineur·e·s au niveau cantonal ou d'études cliniques du secteur pharmaceutique et des difficultés d'accès à des ressources jugées particulièrement «sensibles». Elles mettent entre autres en avant l'importance du capital symbolique nécessaire pour l'obtention des dérogations, en vertu de la fonction ou des soutiens de la personne requérante. Un·e chercheur·euse indépendant·e ne connaît pas les mêmes conditions d'accès qu'un·e collègue rattaché·e à une institution universitaire et un individu concerné personnellement par les informations archivées est également soumis à un régime particulier d'accès.

Au-delà du cas suisse, une tendance plus générale qui touche à la liberté de consultation s'est accentuée au cours de ces dernières années. L'adoption par l'Union européenne du Règlement relatif à la protection des données (RGPD), entré en vigueur en 2018, montre en effet une autre évolution récente touchant à la question des archives.¹² Répondant à la légitime volonté des citoyen·ne·s de reprendre un certain contrôle sur les données qui les concernent, notamment celles qui sont en possession des géants du numérique, ce Règlement a cependant suscité des interprétations contestables, voire abusives, exposant, au nom du «droit à l'oubli», des institutions qui conserveraient indûment des données personnelles à des sanctions. Comme le développe Urs Hafner dans sa contribution à la rubrique «Débat» de ce cahier, même si le RGPD européen ne s'applique pas automatiquement dans le droit suisse, il y influence indirectement les pratiques. La protection des données personnelles, de leur mise à disposition dans des inventaires jusqu'à leur utilisation dans des résultats publiés, devient un enjeu incontournable pour la recherche, qui doit s'accommoder d'obstacles et de démarches administratives supplémentaires. En outre, les interprétations extensives du RGPD peuvent donc donner lieu à des restrictions d'accès aux archives, voire à des destructions. Le droit à l'oubli, s'il n'est pas absolu, semble primer sur le droit à la mémoire. La garantie individuelle de faire valoir un droit à l'effacement pourrait prendre le pas sur les dimensions patrimoniale et scientifique des archives.¹³

Archives d'entreprise, secret des affaires et orientation de la recherche

Dans un pays comme la Suisse, marqué par une industrialisation précoce et un développement intensif des échanges commerciaux et financiers avec l'extérieur, les archives d'entreprises devraient occuper une place primordiale dans la re-

cherche historique. Or, aucune loi ne régit la consultation d'archives privées de personnes morales ou physiques. Il n'existe même aucune obligation de conservation de ces archives, hormis, pour les entreprises, celle de conserver certaines pièces comptables sur un délai de dix ans. L'accès à ce type d'archives dépend donc, en général, du seul bon vouloir de leurs détenteurs, dont les attentes ne rencontrent pas nécessairement, loin s'en faut, celles des chercheurs·euses. Alors que les historien·ne·s souhaiteraient consulter des documents leur permettant de répondre, de manière libre et autonome, à des questions de recherche par elles et eux formulées, la plupart des entreprises ont, au mieux, un rapport indifférent ou utilitaire à leur propre passé, qui, dans certains cas (notamment lorsqu'elles font l'objet de poursuites ou même participent à des simples débats publics) s'exprime par une relation de froide défiance à l'encontre des chercheurs·euses.

Le développement, plus ou moins récent, de services historiques internes a le mérite de fournir une embauche bienvenue aux professions historiennes, de même que, sur un autre plan, le financement de travaux de commandes peut, parfois, contribuer très valablement aux avancées de la recherche. Mais ces modes de faire restent toutefois entièrement tributaires d'agendas et de priorités définis de manière hétéronome au champ de la discipline, elle-même souvent instrumentalisée à des fins promotionnelles et mémorielles, aussi bien que politiques ou juridiques. Lorsqu'il s'agit, par exemple, de répondre à des critiques publiques, à des dépôts de plaintes ou à des menaces de sanctions visant les pratiques passées ou présentes des entreprises concernées, les archives sont alors considérées comme de véritables ressources symboliques et stratégiques dont l'usage, mais aussi parfois la destruction pure et simple, sont, dans les faits, livrées à la seule discrétion de leurs propriétaires juridiques. Pour autant, bien sûr, que ces derniers se soient donné les moyens de connaître, de conserver et de classer ce qu'ils ont en cave. La contribution à ce cahier de Benedikt Hauser, fondée sur son expérience au sein de la Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale (désormais CIE), rappelle plusieurs cas affligeants de destructions souvent (mais pas toujours) causées par l'ignorance de la valeur historique et patrimoniale des documents éliminés.

Il est significatif que les premiers services d'archives d'entreprise aient souvent été mis sur pied à l'occasion de la publication d'une plaquette commémorative. Ou que des problèmes de nature juridique, voire des pressions internationales, comme cela a été le cas au milieu des années 1990, soient à l'origine de l'intérêt de certaines grandes entreprises suisses pour leurs archives historiques, justifiant la mise en place de services spécialisés ou, au moins, la réalisation d'inventaires et la diffusion de monographies officielles. D'un autre côté, nombre d'entreprises, une fois l'anniversaire ou l'orage passés, donnent l'impression de considérer le maintien ou le développement d'un service plus ou moins professionnel d'ar-

chives comme un coût inutile, voire comme une menace pour le «secret des affaires» et non comme une prestation d'intérêt général relevant, finalement, de leur responsabilité sociale.¹⁴ Dans tous les cas, s'il y a un doute, même léger, sur la compatibilité entre la mise à disposition de leurs archives et les intérêts supposés de la firme, les responsables de celle-ci se reposeront *toujours* sur le vieil adage qui veut qu'en «bouche close n'entre mouche» et, sauf contrainte des autorités, n'ouvriront pas leurs fonds documentaires à la recherche indépendante.

En Suisse, ce genre d'attitude, avec par intervalle des poussées paranoïaques aiguës, s'observe tout particulièrement, non pas exclusivement, au sein des grands établissements bancaires. Leur fermeture (parfois associée à un filtrage arbitraire des chercheurs·euses autorisé·e·s) est d'autant plus dommageable au progrès de la recherche que, par le jeu des reprises et des fusions, ces géants de la finance helvétique, UBS et Credit Suisse pour ne pas les nommer, sont aujourd'hui détenteurs d'un patrimoine archivistique immense et inestimable, portant sur une histoire pluriséculaire, dont l'importance et les enjeux débordent très largement du seul champ bancaire suisse. Sollicitant l'un d'entre eux pour s'informer sur l'existence d'éventuels documents concernant les activités d'un de leurs anciens présidents au sein d'une société d'art locale il y a près d'un siècle, deux collègues se sont vu adresser, pour toute réponse, les deux lignes suivantes, encadrées par les formules de politesse usuelles: «En tant qu'archives privées de l'entreprise, nous sommes exclusivement à la disposition des services autorisés [de l'entreprise]. Nous ne pouvons donc pas vous fournir de renseignements sur nos fonds ni vous donner accès à nos archives.»

L'article d'Irene Amstutz dans ce numéro propose un état des lieux de ces questions pour les archives économiques en Suisse. Il offre un panorama sur les pratiques insuffisantes de versement, de conservation et les difficultés d'accès aux archives d'entreprises helvétiques. L'article met en évidence à la fois des cas déplorables, comme celui de la destruction des documents d'archives de la Banque Cantonale de Schaffhouse en 2018, et des exemples de bonnes pratiques, comme la collaboration ayant abouti au sauvetage et à la mise à disposition des archives de la société A.I.A.G./Alusuisse, certes facilités par le rachat de cet ancien géant de l'aluminium par Alcan, puis Rio Tinto.

Malgré quelques avancées récentes réjouissantes, la situation d'ensemble des archives d'entreprises en Suisse demeure très incertaine. Certaines branches, comme le commerce de détail, la construction, le tabac ou encore les services informatiques sont par exemple manifestement sous-représentées dans les fonds répertoriés sur une plateforme comme arCHeco.¹⁵ Lorsque des fonds existent et sont gérés professionnellement, les difficultés d'accès pour les chercheuses et les chercheurs indépendant·e·s demeurent très élevées.

Politisation de l'accès aux archives

Les moments de crises politiques liées aux controverses sur l'histoire de la Suisse contemporaine jouent un rôle catalyseur mais ambivalent dans la question de l'accès aux archives publiques et privées. Le cas de la CIE, dite aussi Commission Bergier, mérite qu'on s'y arrête. Fin 1996, dans un contexte de fortes pressions intérieures et extérieures, le Conseil fédéral nommait une commission d'experts chargée, notamment, de faire la lumière sur la question des biens et des valeurs appartenant aux victimes du III^e Reich parvenues en Suisse durant la période du nazisme; dans le même temps, le Parlement imposait, par arrêté, que les membres de cette commission et leurs collaborateurs·trices, soumis·es au secret de fonction, puissent librement accéder aux «archives privées pertinentes»,¹⁶ y compris celles des personnes et des entreprises suisses privées impliquées dans les relations avec l'Allemagne nazie. Les intérêts de la recherche, confondus avec ceux de l'État, primaient donc, pour un temps, sur le secret bancaire et le secret des affaires.

Comme le montre l'article de Benedikt Hauser, cet accès exceptionnel à des fonds documentaires privés permit, tout à la fois, de se faire une meilleure idée de l'importance et de l'intérêt historique capital des fonds documentaires privés et d'enrichir considérablement les connaissances empiriques sur plusieurs thématiques centrales de l'histoire suisse. Toutefois, avec la fin du mandat de la commission, fixée au 19 décembre 2001, expirait également le droit d'accès aux sources privées qui lui avait été accordé de manière temporaire; en outre, cédant aux pressions des firmes concernées, le Conseil fédéral ordonnait que les quelque 130 000 photocopies réalisées par les chercheurs·euses de la CIE dans les différents dépôts d'archives visités soient retournées aux intéressés. Prise à l'encontre des souhaits de la commission, qui n'avait de plus pas encore bouclé ses travaux, cette décision déplorable éliminait sur plusieurs dossiers toute possibilité ultérieure de contrôle par les pairs.¹⁷

Le message qui était ainsi délivré au monde de la recherche n'était guère encourageant, en dépit des incontestables avancées historiographiques réalisées grâce aux travaux de la CIE. D'une part, la décision du Conseil fédéral créait une situation insatisfaisante et ambiguë, susceptible de jeter le doute sur la validité des résultats obtenus; d'autre part, en l'absence de tout débat public approfondi sur la dimension patrimoniale des fonds d'archives historiques détenus par les firmes privées, cette même décision confirmait dans leur bon droit les entreprises les plus déterminées à refermer, une fois pour toutes, la parenthèse traumatique de l'ouverture forcée de leurs fonds documentaires à des tiers. Autrement dit, au moment même où la recherche libre aurait pu bénéficier des avancées réalisées dans l'inventaire des patrimoines archivistiques privés et des progrès accomplis

par les entreprises dans l'organisation de leurs services historiques, on assista à un retour de balancier qui, dans l'ensemble, allait se traduire par des attitudes plus rigides encore, de la part des entreprises, que celles qui pouvaient s'observer avant 1996.

Lancé en octobre 2001 sous l'égide du Fonds national suisse de la recherche scientifique, le Projet PNR42+, portant sur les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid (1948–1991), se ressent de ce retour de bâton administré, malheureusement, avec l'aide des pouvoirs publics. Cette fois, non seulement les autorités renoncent à contraindre les acteurs privés concernés à ouvrir leurs archives aux chercheurs·euses chargé·e·s du projet, mais elles vont en plus limiter, dix-huit mois après le début des travaux, les possibilités d'accès aux documents pertinents déposés auprès des Archives fédérales. Prise par voie d'ordonnance au motif qu'une série de plaintes collectives avaient été déposées aux États-Unis contre quelques firmes helvétiques actives en Afrique du Sud au temps de l'apartheid, cette décision allongeait le délai de protection des documents portant sur les affaires financières et économiques impliquant des acteurs suisses. Elle frappait également des fonds qui, jusque-là, avaient été librement accessibles à la recherche. Pire encore, elle incita la Banque nationale suisse, Economiesuisse et l'Association suisse des banquiers à limiter drastiquement, elles aussi, les conditions d'accès aux archives concernant les relations d'affaires avec le régime raciste sud-africain. De nombreuses entreprises privées leur emboîtèrent le pas, de sorte que les Autorités fédérales contribuèrent, au final, à entraver les progrès d'un programme de recherche dont elles avaient elles-mêmes décidé le principe, sous pression parlementaire il est vrai, au printemps 2000!¹⁸

Autonomie et transparence de la recherche, dépôt des archives

Si les chercheurs·euses, mandaté·e·s ou non, sont tenu·e·s de se conformer strictement à la loi, la marge de manœuvre des entreprises demeure en revanche assez large. Le cas des destructions d'archives sensibles opérées par l'UBS en 1997, malgré l'interdiction faite par le Parlement de procéder à l'élimination de documents potentiellement utiles aux travaux de la Commission Bergier, l'illustre parfaitement.¹⁹ Autre exemple parlant, celui de l'entreprise d'armement Oerlikon-Bührle qui avait, elle, déclaré à cette même CIE ne plus disposer de grand-chose en matière d'archives. Jusqu'à ce que, en 2010, plusieurs documents liés à Emil Georg Bührle réapparaissent en marge d'une exposition de la Fondation issue de la collection d'art de ce marchand d'armes au Kunsthaus de Zurich.²⁰ Un mandat de recherche était ensuite lancé pour contextualiser la formation de cette collection dans le cadre des débats sur les œuvres d'art spoliées

par les nazis. La publication de cette recherche entraînait elle-même d'autres polémiques, ainsi qu'une protestation vigoureuse des ancien·ne·s membres de la Commission Bergier en novembre 2021, dénonçant l'obstructionnisme systématique que leur avaient opposé la famille et la fondation Bührle.²¹

Quoi qu'on puisse penser de l'opportunité de former des comités *ad hoc* d'historien·ne·s mandaté·e·s et de la qualité de leurs travaux (le sérieux des études publiées par la plupart de ces comités n'est pas ici en cause), il convient de rappeler, sur le plan des principes, qu'il s'agit de dispositifs hétéronomes à la discipline. Le fait que, depuis la formation de la CIE, ce type de commissions soit de plus en plus mobilisé pour pourvoir à la résolution concertée de situations de crise ou de scandales doit évidemment interroger sur les usages et mésusages politiques des compétences historiennes. Il ne s'agit certes pas de nier qu'un questionnement historique autonome puisse se déployer au sein de tels comités, mais de reconnaître que l'autonomie des chercheurs·euses reste contrainte, en dernière instance, au cadre fixé par le commanditaire lui-même, qu'il soit public ou privé. Et s'il est avéré que ces commissions officielles, à l'instar de la CIE, peuvent contribuer de manière décisive aux avancées des connaissances et ouvrir aux chercheurs·euses un accès inespéré aux archives sur des sujets sensibles, elles peuvent également servir à prévenir, circonscrire ou clore des débats publics jugés inopportuns. Dès lors, en particulier, que les travaux sur mandat s'associent de clauses de confidentialité ou d'autorisations temporaires de consultation, le risque est bien réel que l'accès dérogatoire obtenu par certains ne se transforme, à terme, en un accès exclusif. Aux problèmes éthiques et scientifiques que posent ces inégalités de traitement, s'ajoute le danger, nullement chimérique, que la recherche elle-même s'en trouve par la suite entravée. Par exemple, dans l'hypothèse où les publications autorisées serviraient de repoussoir aux nouvelles demandes d'accès aux archives (comme c'est trop souvent le cas auprès des banques, des entreprises ou des institutions qui ont publié des monographies maison), voire au financement de travaux portant sur des questions liées ou connexes. Une proposition de bonnes pratiques – qui résoudrait bien des problèmes et lèverait bien des suspicions – serait le dépôt systématique des documents ou d'une copie des documents utilisés par ces comités (ou par tout chercheur agissant sur mandat) auprès de services d'archives publics, librement accessibles à la recherche scientifique. Une telle habitude permettrait une meilleure transparence et réduirait les risques de voir détruits ou soustraits des inventaires des documents que leurs propriétaires juridiques jugeraient inutilement ou dangereusement encombrants.

Culture du secret et publication des résultats

Les conditions d'accès aux archives, en amont d'une enquête, peuvent déterminer le devenir et la réception des recherches. C'est le cas lorsqu'un contrat ou un mandat accorde une autorisation de consultation sous réserve d'un droit de regard sur les résultats et leur libre partage. Cela pose aussi la question, plus délicate à sonder, de l'autocensure: engagés sur des travaux de long terme, les chercheuses et les chercheurs sont-ils prêt·e·s à voir leur corpus soudain se refermer à la suite de la publication d'un article qui déplairait à l'entreprise ou à l'association détentrice des fonds?

Ce sont ces réflexions essentielles qui amènent plusieurs historien·ne·s invité·e·s à fonctionner comme expert·e·s, à conditionner leur accord à l'exigence de la libre publication des données recueillies (l'anonymisation des données personnelles sensibles allant de soi). Cette procédure permet à la fois le contrôle par les pairs mais aussi le débat public. L'histoire des scandales environnementaux représente un cas d'école sur ce point: aux États-Unis, s'appuyant sur la procédure dite de *discovery* et de production forcée de preuves par la partie défenderesse, plusieurs procès ont permis la divulgation de dossiers internes aux entreprises (*Tobacco Papers*, *Monsanto Papers*...). Ces pièces ont été la matrice de nombreuses recherches portant sur les stratégies de production de doute des industriels. David Rosner et Gerald Markowitz, spécialistes des questions de santé au travail, ont par exemple construit une base de données (*Toxic Docs*) à partir de cette histoire menée depuis le prétoire.²²

La judiciarisation des sociétés et de l'histoire n'a donc pas forcément que des impacts négatifs sur les possibilités de connaissance du passé, même si le système juridique européen ne connaît pas cette procédure du *discovery*. Signée en 1998, la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information en matière d'environnement fournit cependant un contre-poids pour la libre communication des pièces officielles et la lutte contre une «culture du secret» qui a longtemps dominé les administrations.²³

Au sein des Églises, cette dimension était aussi particulièrement prégnante. Dans leur contribution, Anne-Françoise Praz et Stéphanie Roulin montrent l'importance d'une culture du silence et du contrôle au sein des archives de l'Église catholique en Suisse, avec un droit canon révisé de 1983 qui précise que les documents «à garder secrets» doivent être conservés dans un local ou un coffre «parfaitement clos et verrouillé, inamovible» et accessible à l'évêque uniquement. Praz et Roulin décrivent le rôle joué ces dernières années par la médiatisation d'affaires d'abus sexuel et moral, sur la gestion des archives ecclésiastiques. Une évolution vers une meilleure communicabilité existe, mais de fortes différences subsistent selon les institutions et le pouvoir discrétionnaire de certains

responsables. Ces réflexions sont d'autant plus importantes qu'un mandat historique vient d'être attribué à Monika Dommann et Marietta Meier de l'Université de Zurich par la Conférence des évêques suisses pour une recherche portant sur l'histoire des abus sexuels dans le contexte de l'Église catholique romaine en Suisse depuis le milieu du XX^e siècle.

Une société numérique d'abondance?

La numérisation des archives offre-t-elle un contournement possible des différents biais évoqués dans cette introduction? Si ce processus paraît souhaitable et nécessaire, il ne doit toutefois pas servir d'alibi à une dématérialisation forcée des lieux de recherche, qui sont aussi des lieux de rencontres et d'échanges scientifiques. Il serait tout à fait contreproductif si, comme il arrive déjà, il consistait à jeter sur la Toile ou à communiquer aux chercheurs·euses des sources difficilement identifiables faute d'inventaires, ou sorties de leur contexte documentaire, compliquant ainsi leur interprétation ou, pire encore, empêchant toute critique de provenance – étape pourtant fondamentale d'une démarche historique sérieuse.

La numérisation présente en effet un danger pour la recherche, quand elle devient un argument pour réduire l'accès physique aux salles de lecture. C'est le cas des Archives fédérales suisses qui tendent, à terme et dans une stratégie du «tout-numérique», à faire de la consultation à distance la norme et de la consultation physique l'exception.²⁴ Sans discuter ce besoin d'opposer schématiquement un type de consultation à un autre, il semble évident que cette décision met à mal la capacité des recherches au long cours et typiquement des thèses de doctorat. Les méthodologies divergent en effet grandement entre une consultation numérique, pratique pour une recherche ciblée par mot-clé ou, au contraire, pour l'agglomération de grandes données, et une consultation physique qui permet de mieux se familiariser avec l'entièreté d'un fonds, d'en saisir la logique de constitution, de passer beaucoup plus rapidement en revue des liasses par une lecture diagonale. Dans un dossier de numérisation des Archives fédérales, tout est mis à «plat» et chaque fichier doit être ouvert pour comprendre quel pièce appartient à quelle série, quel document figure en annexe de quel autre, etc. Une recherche sérieuse et de longue haleine, particulièrement dans ses débuts, demande une période d'immersion dans les archives, qui n'est que difficilement reproductible à l'aide d'une souris et d'un écran – et cela sans évoquer la perte des savoirs et de la médiation des archivistes présent·e·s en salle de lecture.²⁵ Benjamin Ryser, dans la rubrique «Portrait» de ce cahier, revient sur les défis de la numérisation au sein des Archives cantonales de Berne. La rétrodigitalisation massive et systématique des dossiers n'y est pas à l'ordre du jour et il est difficile de produire des

métadonnées suffisamment détaillées, à même de rendre compte de la matérialité des documents digitalisés.

La numérisation présente également un autre écueil, qui est analysé par la contribution de Felix Rauh et François Vallotton, celui de l'illusion de l'abondance. Les archives audiovisuelles présentent sur ce point un cas d'école: les historien·ne·s disposent désormais d'un accès facilité à une mine archivistique soumise, il y a quelques années encore, à de lourdes démarches logistiques. Mais Rauh et Vallotton soulignent aussi les apories d'une mise à disposition de ressources qui répond parfois plus à une démarche de marketing de réseau social et de communication qu'à la transmission de connaissances sourcées et authentiques, disposant de métadonnées mais aussi de documents papier de production nécessaires à leur bonne contextualisation.

Les questions relatives à la numérisation des archives, déjà centrales pour les documents papier ou analogues, deviennent – et deviendront – encore plus brûlantes pour les archives nativement numériques. Les historien·ne·s qui écriront l'histoire du début du XXI^e siècle travailleront presque exclusivement avec des documents informatisés, sur lesquels les inscriptions manuscrites sont remplacées par un historique des versions et des interventions dans le fichier. Il reste donc à souhaiter qu'archivistes, historien·ne·s et citoyen·ne·s parviennent à trouver des modalités de consultation des archives qui garantissent un accès durable et large aux documents du passé – une condition nécessaire à la production d'une histoire réflexive, critique et scientifique, fondée sur les sources.

Alexandre Elsig, Thibaud Giddey, Malik Mazbouri

Notes

- 1 Rapport du Conseil fédéral du 1^{er} septembre 2021 en réponse au postulat Janiak 18.3029 du 27 février 2018 sur la mise en œuvre de la Loi fédérale sur l'archivage, www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2018/20183029/Bericht%20BR%20F.pdf (4. 1. 2023).
- 2 Ce n'est pas la première fois que *traverse* aborde le problème de l'accès aux archives; on mentionnera le numéro dirigé par Simone Chiquet (éd.), *Archivrecht – Archivzugang / Législation archivistique – Accès aux archives*, *traverse* 10/2 (2003) ainsi que Malik Mazbouri, Philipp Müller, Daniela Saxer, «Neue Öffnungszeiten des Schweizerischen Bundesarchivs: eine Debatte», suivi d'une «Lettre ouverte appelant à la révision des nouveaux horaires et des nouvelles dispositions de consultation des Archives fédérales suisses», *traverse* 14/1 (2007), 134–144, restée pratiquement sans effets et dont on recommande la lecture *pro memoria* aux usagers·ères actuel·le·s des Archives fédérales.
- 3 Cette formule est bien entendu un clin d'œil au livre classique d'Arlette Farge, *Le goût de l'archive*, Paris 1997.
- 4 Sonia Combe, *Archives interdites. L'histoire confisquée*, Paris 2010 (1^{re} éd. 1994).
- 5 Etienne Anheim, «Science des archives, science de l'histoire», *Annales. Histoire, sciences so-*

- ciales* 74/3 (2019), 505–520, 516; Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, Michel Porret, «Penser l'archive», in *Penser l'archive. Histoires d'archives, archives d'histoire*, Lausanne 2006, 7–20.
- 6 Chiquet (voir note 2). Cf. Société suisse d'histoire, *Code d'éthique et principe de la liberté de la recherche et de l'enseignement scientifiques en histoire*, Berne 2004.
 - 7 Ordonnance relative à la loi fédérale sur l'archivage, art. 14 al. 3 et 4, www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/371/fr#art_14 (4. 1. 2023).
 - 8 Réponse du Conseil fédéral du 28 novembre 2014 à l'Interpellation Semadeni 14.3871 du 25 septembre 2014 sur l'augmentation massive du nombre de documents protégés aux Archives fédérales.
 - 9 Rapport du Conseil fédéral du 1^{er} septembre 2021 en réponse au postulat Janiak 18.3029 du 27 février 2018 sur la mise en œuvre de la Loi fédérale sur l'archivage, p. 12, www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2018/20183029/Bericht%20BR%20F.pdf (4. 1. 2023). Voir aussi Société suisse d'histoire, *Bulletin* 101 (2021), 13.
 - 10 Le problème du secret Défense est particulièrement sensible en France, où une large mobilisation d'historien·ne·s et d'archivistes a contesté l'Instruction générale interministérielle N° 1300, qui exige la levée formelle du secret pour chaque pièce, et la Loi du 30. 7. 2021 relative à la prévention d'actes terroristes et au renseignement. Le travail sur les personnes disparues de la guerre d'Algérie s'en trouve fortement compromis. Voir Catherine Teitgen-Colly, Gilles Manceron et Pierre Mansat (éd.), *Les disparus de la guerre d'Algérie, suivi de La bataille des archives 2018–2021*, Paris 2021. Cf. Stéphane Péquignot, Yann Potin (éd.), *Les conflits d'archives. France, Espagne, Méditerranée*, Rennes 2022, <http://books.openedition.org/pur/162446> (7. 12. 2022).
 - 11 Il s'agit du prix *lapis animosus* remis pour la première fois en 2022.
 - 12 Cathy Dréviron, «RGPD et archives historiques en entreprises privées: les réflexions des archivistes bancaires», *Entreprises et histoire* 100/3 (2020), 154–156.
 - 13 Gilbert Coutaz, Gilles Jeanmonod, *La place de la donnée personnelle dans les archives historiques. Essai d'interprétation à travers les archives de santé aux Archives cantonales vaudoises*, Dossier thématique ACV, 2017.
 - 14 Johanna Gisler, «arCHeco. Le répertoire en ligne des fonds d'archives d'entreprises en Suisse et au Liechtenstein», in Véronique Fillieux (éd.), *Les archives d'entreprises. Entre gestion patrimoniale et veille technologique*, Louvain-la-Neuve 2007; Sébastien Guex, «Archives publiques et privées en Suisse: ombres et lumières», in *Les maltraitances archivistiques. Falsifications, instrumentalisations, censures, divulgations*, Louvain-la-Neuve 2010, 181–204.
 - 15 Martin Lüpold, «Ein Dokumentationsprofil für Wirtschaftsarchive in der Schweiz», *Informationswissenschaft. Theorie, Methode und Praxis* 3/1 (2014), doi.org/10.18755/iw.2014.15 (4. 1. 2023).
 - 16 Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale, *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale. Rapport final*, Zurich 2002, II.
 - 17 Commission indépendante d'experts Suisse (voir note 15), 34–41.
 - 18 Sandra Bott, *La Suisse et l'Afrique du Sud, 1945–1990. Marché de l'or, finance et commerce durant l'apartheid*, Zurich 2013, 17–19.
 - 19 Daniel von Aarburg, *L'affaire Meili – Un lanceur d'alerte entre morale et milliards*, 50 min., Suisse/Allemagne 2018.
 - 20 Matthieu Leimgruber, *Kriegsgeschäfte, Kapital und Kunsthaus. Die Entstehung der Sammlung Emil Bührle im historischen Kontext. Forschungsbericht zuhanden des Präsidialdepartements der Stadt Zürich und der Direktion der Justiz und des Innern des Kantons Zürich*, Zurich 2020, 12.
 - 21 Medienmitteilung, Stellungnahme von ehemaligen Mitgliedern und Mitarbeitenden der Unabhängigen Expertenkommission: Schweiz – Zweiter Weltkrieg (UEK), sog. «Bergier-Kommission», zur Sammlung Bührle im Kunsthaus Zürich, 7. 11. 2021.
 - 22 David Rosner, Gerald Markowitz, «L'histoire au prétoire. Deux historiens dans les procès des

maladies professionnelles et environnementales», *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 56/1 (2009), 227–253. Cf. www.toxicdocs.org (4. 1. 2023).

- 23 Alexandre Elsig, «Une histoire <serve> de l'environnement? Retour sur une expérience de recherche liée au cas d'une décharge polluée par des PCB en Suisse», in Stéphane Frioux, Renaud Bécot (éd.), *Écrire l'histoire environnementale au XXI^e siècle. Sources, méthodes et pratiques*, Rennes 2022, 317–329.
- 24 Archives fédérales suisses, *Stratégie des Archives fédérales 2021–2025*, 10. 6. 2021, 8.
- 25 La pratique de la photographie numérique a cependant déjà redimensionné le temps de présence physique en salle de lecture au profit d'un temps de dépouillement «à distance». Voir Caroline Muller, Frédéric Clavert (éd.), «Le goût de l'archive à l'ère numérique», *Gazette des archives* 253 (2019) (notamment la contribution de Julien Benedetti).

Der bittere Geschmack des Archivs

Editorial

Dank dem technologischen Fortschritt stehen der historischen Forschung immer mehr Quellen virtuell zur Verfügung. Die Bedingungen für den Zugang zu bestimmten Archivbeständen gestalten sich jedoch weiterhin schwierig und zeitraubend oder verschlechtern sich gar. So zeigt die kürzlich erfolgte Evaluation des Bundesgesetzes über die Archivierung von 1998, dass die Verwaltungen – als Produzentinnen von Archiven – das Gesetz oft sehr restriktiv auslegen und den Unterlagen meist die maximale Schutzfrist auferlegen.¹ Die aktuelle Ausgabe der *traverse* beleuchtet die für das Einsehen «heikler» oder geschützter Archive notwendigen Aushandlungen, ein grundlegender Schritt im Forschungsprozess, der in der Publikation der Ergebnisse kaum sichtbar wird.² Inwiefern bestimmen die Bedingungen des Zugangs zu Archiven das Quellenkorpus und die Wahl eines Forschungsthemas? Welche methodischen und ethischen Herausforderungen stellen diese Bedingungen für die Praxis der Geschichtswissenschaft dar?

Um eine Ausnahmewilligung für die Einsicht in geschützte Dokumente zu erhalten, muss oftmals ein Vertrag unterzeichnet werden. Damit verpflichten sich Historiker*innen, eine Reihe von Bedingungen für die Veröffentlichung ihrer Forschungsarbeit einzuhalten. Die Anonymisierung von privaten Informationen ist dabei üblich und unproblematisch, kompliziert wird es jedoch, wenn Manuskripte den Inhabern des Archivguts zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Wo beginnt deren Recht, in den Text einzugreifen? Wann wird aus dem Recht auf Einsicht eine Einmischung oder gar Zensur? Wo endet die Freiheit der Forschenden? Welches Gewicht haben der Schutz der Privatsphäre, die staatlichen Interessen und das Bank-, Militär-, Justiz-, Arzt- oder Industriegeheimnis gegenüber der notwendigen Autonomie der historischen Forschung? Was sind die Vorteile, allenfalls auch die Nachteile des Öffentlichkeitsprinzips oder des Rechts auf Vergessen?

Das vorliegende Heft geht diesen Fragen nach und fokussiert dabei auf die Schritte im Vorfeld der Einsicht in Archivbestände. Es nimmt Zugangsbeschränkungen und deren negative Auswirkungen auf das Wissen über die Vergangenheit in den Blick. Daher auch der «bittere Geschmack»,³ den mühsame Erfahrungen mit Archiven bisweilen hinterlassen. Selbst auf der praktischen Ebene

der Öffnungszeiten für Besuchende hat der Zugang zu Archiven nicht einfach etwas mit dem Komfort von Historiker*innen zu tun, sondern kann drastische Folgen haben sowie neue Herausforderungen mit sich bringen, die oft nicht als solche wahrgenommen werden.⁴ Insbesondere Forschende ohne feste Anstellung sind dem Diktat «publish or perish» unterworfen und werden durch einen problematischen, erschwerten Quellenzugang in der Wahl von Forschungsthema und -gegenstand notgedrungen eingeschränkt. Bestimmte historische Fragen werden daher bevorzugt, andere eher gemieden, und zwar aus Gründen, die nichts mit der Geschichtswissenschaft zu tun haben. Es ist sicher nicht übertrieben zu sagen, dass unser Wissen über die Vergangenheit zumindest teilweise durch politische und administrative Entscheidungen über den Zugang und die Modalitäten der Benutzung von Archiven bestimmt wird.

Da Sperrfristen für Archivbestände meist nicht länger als hundert Jahre gelten, sind Forschende im Bereich der Zeitgeschichte stärker mit dieser Problematik konfrontiert, besonders weil Zeitzeugen oder deren Nachkommen noch am Leben sein können. Die Beiträge in dieser *traverse* behandeln dementsprechend schwerpunktmässig Fragen der Zeitgeschichte, jedoch sind sämtliche historische Epochen von restriktiven Zugangsbedingungen der Archive betroffen. Aktuelle Fragen der Erinnerungspolitik können den Zugang auch zu mittelalterlichen oder neuzeitlichen Quellen erschweren oder behindern. Ein Beispiel hierfür ist die Rolle von Schweizer Unternehmen und Persönlichkeiten im Dreieckshandel und im atlantischen Handel mit versklavten Menschen, die dazu geführt hat, dass zeitgenössische Akteure ihre historischen Archive der Öffentlichkeit vorenthalten. Dies gilt beispielsweise für die Bank Leu in Zürich, die 1990 eine Tochtergesellschaft der Credit Suisse wurde. Diese berief sich bis 2010 auf das Bankgeheimnis (!), um den Zugang zu Dokumenten von Leu aus dem 18. Jahrhundert zu verwehren.

Öffentliche Archive zwischen Sperrfristen und Ausnahmegewilligungen

Bevor Archivgut zum Gegenstand historischer Forschung wird, haben Archive für die jeweiligen Institutionen eine legitimatorische, gouvernementale und memoriale Funktion.⁵ Sie sind also Teil einer Macht- und Legitimationslogik sowie Quelle institutioneller und lokaler Erinnerungspolitik. Nach der Französischen Revolution wurden sie zu einem öffentlichen Gut, zu dem jeder Bürger Zugang hatte. In der Schweiz richtete die Helvetische Republik 1798 zentrale Archive ein, 1852 wurden sie durch ein eidgenössisches Reglement geöffnet und später wurden diverse Sperrfristen eingeführt. Mit dem Reglement von 1944 galt

eine Schutzfrist von 50 Jahren, 1966 wurde – im Zusammenhang mit Diskussionen über die schweizerische Aussenpolitik während der beiden Weltkriege – die Möglichkeit von Ausnahmegewilligungen formalisiert.

Heute bestimmen das *Bundesgesetz über die Archivierung* vom 26. Juni 1998 und die verschiedenen kantonalen Archivgesetze und -reglemente die Zugangsbedingungen, denen die Forschenden unterworfen sind. Bereits vor zwanzig Jahren beschäftigte sich *traverse* mit der möglichen «kopernikanischen Revolution» im Zusammenhang mit dem Bundesgesetz, das erstmals eine Ablieferungspflicht festlegte und die Bedingungen für den Quellenzugang regelte.⁶ Seitdem gilt grundsätzlich eine Sperrfrist von 30 Jahren nach der Schliessung einer Akte, doch es sind weitere Fristregelungen vorgesehen. Einerseits gibt es aus Gründen des Persönlichkeitsschutzes eine Frist von 50 oder drei Jahren nach dem Tod der betreffenden Person, insbesondere bei namentlichen Akten (Gerichtsarchive, Polizeiakten, medizinische Unterlagen usw.). Andererseits sind Informationen geschützt, die «ein überwiegendes schutzwürdiges öffentliches oder privates Interesse» betreffen. Hierbei geht es vor allem um Dokumente, die «die innere oder äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft» gefährden oder «die Beziehungen zu ausländischen Staaten, internationalen Organisationen oder zwischen dem Bund und den Kantonen dauernd» oder aber «die Handlungsfähigkeit des Bundesrats schwerwiegend» beeinträchtigen.⁷ Was private schutzwürdige Interessen angeht, sind damit Berufs- oder Fabrikationsgeheimnisse gemeint. Für solche Dokumente kann der Bundesrat auf dem Verordnungsweg den Zugang beschränken.

Im November 2014 galt für 380 000 (9,3 Prozent) der 4,1 Millionen Dossiers im Bundesarchiv eine verlängerte Schutzfrist.⁸ Administrative Verfahren erlauben es, bei solchen Beschränkungen um eine Ausnahmegewilligung anzusuchen. Der Entscheid darüber liegt bei der Dienststelle, die die Akten dem Archiv übergeben hat. Forschende müssen ein Antragsformular ausfüllen, um Einsicht in geschütztes Archivmaterial zu erhalten. Darauf folgt ein langwieriges Hin und Her zwischen dem Archiv und der abgebenden Verwaltungsstelle, zum Beispiel zwischen dem Bundesarchiv und der Bundesanwaltschaft.

Zwar fällt der Entscheid meist positiv aus: Beim Bundesarchiv werden zwischen 84 und 93 Prozent der Gesuche bewilligt.⁹ Trotzdem ist eine Tendenz zum verstärkten Schutz von Dokumenten zu bemerken. So hat der Bundesrat auf der Grundlage des Nachrichtendienstgesetzes von 2017 die Unterlagen des Nachrichtendienstes des Bundes für weitere 30 Jahre über den Ablauf der üblichen Frist von 50 Jahren hinaus gesperrt. Dass Akten des Verteidigungsdepartements über die Organisation P-26 oder Unterlagen der Bundespolizei über die unter Spionageverdacht stehende Zuger Firma Crypto AG einfach «verschwinden», zeugt von gravierenden Problemen betreffend die Abgabe von sicherheitsrelevanten Dokumenten seitens bestimmter Bundesbehörden.¹⁰

Wird ein Gesuch um Ausnahmewilligung abgelehnt, so kann Rekurs eingelegt werden. Dieser rechtliche Schritt ist kostspielig, zeitaufwendig und unsicher. Oft braucht es externe Ressourcen und Unterstützung. Ist in dieser Hinsicht das jüngste Beispiel des Historikers Jonathan Pärli ein gutes Zeichen für die Forschungsfreiheit? Im März 2022 wies das Bundesgericht die Entscheidung des Bundesverwaltungsgerichts über den verweigerten Zugang zu Akten betreffend Mathieu Musey zurück. Der zairische Oppositionelle, der sich gegen das Mobutu-Regime ausgesprochen hatte, war 1988 aus der Schweiz ausgewiesen worden. Doch wie das Interview mit Jonathan Pärli in diesem Heft zeigt, gelang ihm dieser Etappensieg nur dank der Unterstützung durch Rechtsexperten und Mäzene sowie erst nach dem Abschluss seiner Dissertation. Die juristische Zeitlichkeit entspricht hier nicht den Zeiträumen wissenschaftlichen Arbeitens. Angesichts des Machtgefälles zwischen Verwaltung und Forschung ist die Entscheidung der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte (SGG) begrüssenswert, einen neuen Fonds zur finanziellen Unterstützung von Forschenden bei solchen Schritten zu schaffen.¹¹

Der von Jonathan Pärli geführte Rechtsstreit hat den Vorteil, dass die Bundesverwaltung die Abwägungen begründen musste, die sie zwischen dem Schutz der Privatsphäre und den Interessen des Staates einerseits und dem öffentlichen Interesse an der Vergangenheit andererseits trifft. Dabei kamen auch die zahlreichen Hebel zum Vorschein, die das Staatssekretariat für Migration einsetzt, um den Aktenzugang zu beschränken und Gesuchstellende durch zeitraubende Verwaltungsverfahren zu entmutigen. Der Fall zeigt, welchen grossen Einfluss die juristischen Dienste der aktenabliefernden Stellen auf die Erteilung einer Ausnahmewilligung haben. Zu Recht fordert die SGG die Schaffung einer Ombudsstelle, die den Interessen von Historiker*innen besser Rechnung trägt.

Den restriktiven Tendenzen wirkt das steigende Bedürfnis nach transparenten Behörden entgegen. Das Bundesgesetz über das Öffentlichkeitsprinzip der Verwaltung hielt 2004 fest, dass jede Person ein Recht auf Einsicht in amtliche Dokumente der Bundesverwaltung hat, sofern dem keine überwiegenden öffentlichen oder privaten Interessen entgegenstehen. Auf Druck der SGG und von Öffentlichkeitsgesetz.ch begann das Schweizerische Bundesarchiv 2019 damit, eine Liste der Dossiers zu veröffentlichen, für welche die Schutzfrist um 50 oder sogar 120 Jahre verlängert wurde (Art. 12 Abs. 2 d). Laut dem Katalog vom Dezember 2021 stammen die meisten dieser Akten aus der Bundespolizei, dem Eidgenössischen Militärdepartement und dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten.

Auch andere Bereiche wie Justiz oder Gesundheitswesen kennen erweiterte Sperrfristen zum Schutz personenbezogener Daten. In dieser Ausgabe gehen Alena Blättler, Tanja Hammel, Olivia Vernay und Rebecca Crettaz in der

Rubrik Debatte auf kantonale Jugendgerichtsarchive sowie klinische Studien der Pharmaindustrie ein. Die Autor*innen beschreiben Schwierigkeiten beim Zugang zu Ressourcen, die als besonders «heikel» eingestuft werden. Sie verweisen auf das symbolische Kapital, das je nach Funktion oder Unterstützung der gesuchstellenden Person für den Erhalt einer Ausnahmegewilligung erforderlich ist. Wer unabhängig forscht, hat nicht die gleichen Zugangsbedingungen wie eine Person, die an eine universitäre Einrichtung angebunden ist. Selbst wer persönlich von den archivierten Daten betroffen ist, unterliegt besonderen Regelungen der Dokumenteneinsicht.

In der Schweiz wie in anderen Ländern ist in den letzten Jahren ein weiterer Trend bezüglich des Zugangs zu Archivgut zu beobachten. 2018 trat die von der Europäischen Union verabschiedete Datenschutz-Grundverordnung (DSGVO) in Kraft.¹² Diese sollte im Prinzip dem legitimen Wunsch der Bürger*innen Geltung verschaffen, wieder eine gewisse Kontrolle über die eigenen Daten zu erlangen, insbesondere gegenüber den Internetriesen. Sie wurde jedoch teils fragwürdig oder missbräuchlich ausgelegt, indem das «Recht auf Vergessen» zum Angriff auf Institutionen benutzt wurde, die allenfalls unberechtigterweise persönliche Daten aufbewahren. Wie Urs Hafner in seinem Beitrag in der Rubrik Debatte erläutert, wird die europäische DSGVO zwar nicht automatisch im Schweizer Recht angewendet, beeinflusst aber indirekt auch die Praxis in der Schweiz. Von der Publikation personenbezogener Daten in Inventaren bis hin zu ihrer Verwendung in veröffentlichten Forschungsergebnissen ist der Datenschutz eine zentrale Herausforderung für Forschende geworden. Sie sehen sich mit zusätzlichen Hürden und administrativen Schritten konfrontiert. Eine sehr breite Auslegung der DSGVO kann dazu führen, dass nicht nur der Zugang zu Archiven eingeschränkt wird, sondern solche gar vernichtet werden. Das Recht auf Vergessen gilt zwar nicht absolut, scheint aber wichtiger als das Recht auf Erinnerung zu werden. Die individuelle Möglichkeit, die Löschung von Daten zu veranlassen, kann der historischen und materiellen Funktion von Archiven zum Verhängnis werden.¹³

Unternehmensarchive und Geschäftsgeheimnis

In einem Land wie der Schweiz, das von einer frühen Industrialisierung und einer intensiven Entwicklung von Handel und Finanzaustausch mit dem Ausland geprägt ist, sollten Unternehmensarchive in der historischen Forschung eine zentrale Rolle spielen. Es besteht indes kein Gesetz, das die Einsicht in Privatarchive von juristischen oder natürlichen Personen regeln würde. Es gibt nicht einmal eine Pflicht zur Erhaltung und Pflege dieser Archive, abgesehen von der

Verpflichtung für Unternehmen, gewisse Buchhaltungsunterlagen über einen Zeitraum von zehn Jahren aufzubewahren. Der Zugang zu solchen Archiven hängt meist vom guten Willen ihrer Besitzer ab, deren Erwartungen sich nicht unbedingt mit denen der Forschung decken oder sich gar grundlegend davon unterscheiden. Während Forschende Akten einsehen möchten, um ihre Forschungsfragen frei und autonom bearbeiten zu können, haben die meisten Unternehmen bestenfalls ein gleichgültiges oder utilitaristisches Verhältnis zu ihrer eigenen Vergangenheit, das in einigen Fällen – insbesondere wenn sie Gegenstand von Strafverfolgung oder auch nur von öffentlichen Debatten werden – in ein kühles, von Misstrauen geprägtes Verhältnis gegenüber den Forscherinnen und Forschern resultiert.

In letzter Zeit schaffen sich Unternehmen oftmals eigene Abteilungen für die Aufarbeitung ihrer Geschichte. Diese bieten für Historiker*innen willkommene Anstellungsmöglichkeiten. Auch Auftragsarbeiten mit gesicherter Finanzierung können einen wesentlichen Forschungsbeitrag leisten. Auftragsarbeiten dieser Art sind indessen von Absichten und Prioritäten geleitet, die ausserhalb des Fachgebiets definiert werden. Dieses wiederum wird häufig für Werbezwecke oder Erinnerungskultur sowie für politische oder rechtliche Ziele instrumentalisiert. Ist beispielsweise eine Firma aufgrund früherer oder aktueller Handlungen mit öffentlicher Kritik, Klagen oder Sanktionen konfrontiert, so wird ihr Archiv zur symbolischen und strategischen Ressource, deren Nutzung oder Vernichtung in ihrem eigenen Ermessen liegt. Vorausgesetzt, das Unternehmen hat sich überhaupt bemüht, seine im Keller gelagerten Bestände zu erfassen, zu konservieren und zu klassifizieren. Benedikt Hauser geht aufgrund seiner Erfahrung in der Unabhängigen Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg (UEK) auf mehrere bedauerliche Fälle von Archivvernichtung ein, bei denen der historische und materielle Wert der entsorgten Dokumente oft (wenn auch nicht immer) verkannt wurde.

In vielen Unternehmen wurden Archive erstmals im Hinblick auf die Veröffentlichung einer Festschrift eingerichtet. Teils entstand das Interesse am eigenen Archiv erst durch rechtliche Schwierigkeiten oder internationalen Druck, wie es Mitte der 1990er-Jahre bei einigen Schweizer Grossunternehmen geschah, die in der Folge interne Fachstellen schufen oder zumindest Inventare erstellten und offizielle Monografien veröffentlichten. Sobald das Jubiläumsjahr oder das mediale und politische Gewitter vorbei ist, betrachten solche Unternehmen den Aufbau oder die Weiterentwicklung eines professionellen Archivdienstes mitunter als unnötigen Kostenfaktor. Sie wittern eine Bedrohung des «Geschäftsgeheimnisses», statt dem öffentlichen Interesse Rechnung zu tragen und gesellschaftliche Verantwortung zu übernehmen.¹⁴ Beim leisesten Verdacht, der Archivzugang würde die vermeintlichen Interessen der Firma tangieren, gilt noch immer das Sprichwort

«Reden ist Silber, Schweigen ist Gold». In diesem Fall können unabhängige Forschende, wenn überhaupt, nur mit Unterstützung und durch Zwang der Behörden in Aktenbestände Einsicht nehmen.

In der Schweiz ist eine solche Haltung – mit teilweise paranoiden Auswüchsen – vor allem, aber nicht ausschliesslich bei Grossbanken zu beobachten. Deren Verslossenheit gegenüber der Forschung ist hochproblematisch (auch wenn manche Forschende auf willkürlicher Basis zugelassen werden). Denn die Finanzkonzerne UBS und Credit Suisse verfügen nach Übernahmen und Fusionen heute über riesige Archive von unschätzbarem Wert. Diese spiegeln eine jahrhundertelange Geschichte, deren Bedeutung und Inhalt weit über das Schweizer Bankwesen hinausweisen. Als sich zwei Kollegen bei einem dieser Institute nach Unterlagen zur Tätigkeit eines ehemaligen Präsidenten in einem lokalen Kunstverein vor fast einem Jahrhundert erkundigten, erhielten sie als Antwort den folgenden Zweizeiler mit den üblichen Höflichkeitsfloskeln: «Als Privatarchiv des Unternehmens stehen wir ausschliesslich den autorisierten Abteilungen [des Unternehmens] zur Verfügung. Wir können Ihnen daher keine Auskünfte über unsere Bestände erteilen und Ihnen keinen Zugang zu unserem Archiv gewähren.»

Der Artikel von Irene Amstutz untersucht die Situation bezüglich der Wirtschaftsarchive in der Schweiz. Es zeigen sich deutliche Mängel bei der Archivierung und Aufbewahrung von Akten sowie beim Zugang zu Unternehmensarchiven. Der Beitrag beleuchtet verheerende Fälle wie die Zerstörung des Archivs der Schaffhauser Kantonalbank im Jahr 2018, aber auch positive Beispiele wie die kooperative Rettung und Öffnung des Archivs der Firma AIAG/Alusuisse, die unter anderem infolge der Übernahme durch die Firma Alcan und später Rio Tinto möglich wurde.

Trotz einiger Fortschritte bleibt die Lage bei den Schweizer Unternehmensarchiven insgesamt prekär. So sind bestimmte Branchen wie Detailhandel, Baugewerbe, Tabakindustrie oder IT-Dienstleistungen in den Beständen der Plattform arCHeco nicht angemessen repräsentiert.¹⁵ Und selbst wenn Akten vorhanden sind und professionell verwaltet werden, sind die Zugangshürden für unabhängige Forschende nach wie vor sehr hoch.

Politisierter Zugang

In Zeiten von politischen Krisen, die mit Kontroversen über die jüngere Schweizer Geschichte verbunden sind, kann sich der Zugang zu öffentlichen und privaten Archiven unvermittelt verändern, wobei die Auswirkungen nicht immer positiv sind. Aufschlussreich ist der Fall der UEK (Bergier-Kommission). Ende 1996 stand der Bundesrat unter starken Druck aus dem In- und Ausland. Er ernannte

eine Expertenkommission, die unter anderem die Frage der Vermögenswerte von Opfern des Nationalsozialismus klären sollte, die in Schweiz gelangt waren. Gleichzeitig verfügte die Bundesversammlung per Bundesbeschluss, dass die Mitglieder dieser Kommission sowie Mitarbeitende unter Einhaltung des Amtsgeheimnisses freien Zugang zu «relevanten Privatarchiven»¹⁶ erhalten sollten. Von dieser Regelung waren auch Archive von Privatpersonen und Schweizer Unternehmen erfasst, die Beziehungen zu Nazideutschland hatten. Die Interessen der Forschung deckten sich zu diesem Zeitpunkt mit denen des Staates und hatten zeitweilig Vorrang vor dem Bank- und Geschäftsgeheimnis.

Wie der Artikel von Benedikt Hauser zeigt, ermöglichte dieser besondere Zugang zu privaten Dokumentenbeständen einen besseren Einblick in die Bedeutung und den historischen Wert von Privatarchiven. Damit konnte das empirische Wissen zu zentralen Themen der Schweizer Geschichte wesentlich erweitert werden. Mit dem Ende des Mandats der Expertenkommission am 19. Dezember 2001 lief jedoch das zeitlich begrenzte Recht auf Zugang zu privaten Quellen aus. Zudem ordnete der Bundesrat auf Druck der betroffenen Firmen an, dass die rund 130 000 Fotokopien, die die Forschenden der UEK in den besuchten Archiven angefertigt hatten, an diese zurückgegeben werden mussten. Dieser verhängnisvolle Entscheid widersprach den Wünschen der Kommission, deren Arbeit noch gar nicht abgeschlossen war. Damit wurde eine wissenschaftliche Kontrolle durch andere Forschende in vielen Bereichen ausgeschlossen.¹⁷

Trotz unbestreitbarer historiografischer Fortschritte dank der Arbeit der UEK war das Signal an die Forschungswelt wenig ermutigend. Es entstand eine unbefriedigende und zweideutige Situation, die Zweifel an der Gültigkeit der erzielten Ergebnisse aufkommen lassen konnte. Und der Beschluss des Bundesrats stärkte jene Unternehmen, die nach der erzwungenen Öffnung ihrer Archive entschlossen waren, den Zugang für Dritte ein für alle Mal zu blockieren. Ein weiterer Faktor war, dass es keine öffentliche Debatte über den Wert der Archivbestände von Privatunternehmen gab. Statt dass die freie Forschung von der besseren Inventarisierung privater Archive und der Einrichtung historischer Dienste innerhalb der Unternehmen hätte profitieren können, schlug das Pendel zurück, sodass die Firmen ihre Abwehrhaltung gegenüber der Forschung im Vergleich zur Zeit vor 1996 sogar noch verstärkten.

Auch das im Oktober 2001 lancierte Projekt NFP 42+ über die Beziehungen zwischen der Schweiz und Südafrika zur Zeit der Apartheid (1948–1991), das vom Schweizerischen Nationalfonds gefördert wurde, litt unter diesem – von der öffentlichen Hand initiierten – Rückschlag. Die Behörden verzichteten nicht nur darauf, einschlägige private Akteure zur Öffnung ihrer Archive gegenüber den Projektforschenden zu zwingen, sondern schränkten 18 Monate nach Beginn der Arbeiten mit einer Verordnung sogar den Zugang zu relevanten Dokumen-

ten im Bundesarchiv ein. Dieser Beschluss wurde mit Sammelklagen begründet, die in den USA gegen einige Schweizer Firmen eingereicht wurden, welche zur Zeit der Apartheid in Südafrika tätig gewesen waren. Damit verlängerte sich die Sperrfrist für Dokumente über Finanz- und Wirtschaftsangelegenheiten, an denen Schweizer Akteure beteiligt waren. Davon betroffen waren auch Akten, die bis dahin für die Forschung frei zugänglich gewesen waren. Schlimmer noch: Die Entscheidung veranlasste die Schweizerische Nationalbank, Economiesuisse und die Schweizerische Bankiervereinigung, ihrerseits den Zugang zu ihren Beständen bezüglich Geschäftsbeziehungen mit dem rassistischen Regime in Südafrika drastisch einzuschränken. Zahlreiche Privatunternehmen folgten diesem Beispiel, sodass die Bundesbehörden letztendlich mithalfen, ein Forschungsprogramm zu behindern, das sie selbst – unter dem Druck des Parlaments – im Frühjahr 2000 gutgeheissen hatten.¹⁸

Autonomie und Transparenz

Während Forschende, ob mit oder ohne Auftrag, gehalten sind, sich strikt ans Gesetz zu halten, ist der Handlungsspielraum der Unternehmen recht gross. Ein Beispiel dafür ist die Vernichtung heikler Akten durch die UBS im Jahr 1997, obwohl das Parlament die Zerstörung von Dokumenten, die für die Arbeit der Bergier-Kommission nützlich sein könnten, untersagt hatte.¹⁹ Ein weiteres Beispiel ist das Rüstungsunternehmen Oerlikon-Bührle, das gegenüber der UEK erklärt hatte, kaum noch über Akten zu verfügen. Im Jahr 2010 wurden dann aber doch diverse Dokumente im Zusammenhang mit Emil Georg Bührle im Kunsthaus Zürich gezeigt, und zwar im Rahmen einer Ausstellung der Stiftung, die aus der Kunstsammlung des Waffenhändlers hervorgegangen war.²⁰ Daraufhin wurde ein Forschungsauftrag erteilt, um die Entstehung dieser Sammlung im Rahmen der Debatten über «verfolgungsbedingt entzogene» Kunst zu kontextualisieren. Die Veröffentlichung der Forschungsergebnisse führte zu weiteren Kontroversen und im November 2021 zum energischen Protest von ehemaligen Mitgliedern der Bergier-Kommission gegen die systematische Behinderung, die sie durch die Familie Bührle und ihre Stiftung erfahren hatten.²¹

Was auch immer man von der Zweckmässigkeit der Bildung von Ad-hoc-Komitees aus beauftragten Historikerinnen und Historikern und die Qualität ihrer Arbeit (die hier nicht infrage gestellt wird) halten mag, stehen sie doch grundsätzlich ausserhalb der Strukturen der wissenschaftlichen Forschung. Die Tatsache, dass solche Kommissionen seit der UEK immer häufiger zur Lösung von Krisensituationen eingesetzt werden, wirft Fragen zum politischen Gebrauch und Missbrauch der Kompetenzen von Historiker*innen auf. Sicherlich können die Kommissio-

nen eigenständige historische Fragestellungen entwickeln. Dennoch ist ihre Autonomie durch den Rahmen beschnitten, der vom öffentlichen oder privaten Auftraggeber vorgegeben wird. Offizielle Kommissionen wie die UEK können zwar einen grossen Erkenntnisgewinn bringen und Archive mit heiklem Material zugänglich machen. Aber ihre Arbeit wird auch dazu genutzt, unbequeme öffentliche Debatten zu verhindern, einzuschränken oder zu ersticken. Insbesondere bei Geheimhaltungsklauseln oder zeitlich begrenzten Einsichtsbewilligungen besteht die Gefahr, dass Auftragsarbeiten zu einem exklusiven Quellenzugang führen. Eine solche Ungleichbehandlung ist ethisch und wissenschaftlich problematisch und verhindert weitere Forschungen. Veröffentlichte Studien können dazu dienen, spätere Anträge auf Archivzugang abzuwehren (wie es etwa bei Banken, Unternehmen oder Institutionen, die hauseigene Monografien publiziert haben, allzu häufig geschieht). Ebenso kann die Finanzierung von Arbeiten zu verwandten Fragestellungen dadurch erschwert sein. Ein Lösungsansatz wäre, dass Kommissionen (oder beauftragte Forschende) ihre benutzten Dokumente oder Kopien davon in öffentlichen Archiven hinterlegen, sodass diese für die weitere wissenschaftliche Arbeit frei zugänglich sind. Dies würde Probleme und Zweifel ausräumen, die Transparenz wahren und das Risiko verringern, dass Dokumente vernichtet oder aus Verzeichnissen gestrichen werden, wenn sie von ihren Eigentümern als unnötig, peinlich oder gefährlich eingestuft werden.

Geheimhaltung versus Veröffentlichung

Die Bedingungen für den Archivzugang im Vorfeld einer Studie können für die Publikation und die Rezeption der Forschung entscheidend sein, sofern zum Beispiel ein Vertrag oder Auftrag die Einsichtnahme nur unter der Bedingung gewährt, dass Zugriff auf die Erkenntnisse und das Manuskript vor der Veröffentlichung garantiert wird. Damit verbunden ist die schwierige Frage der Selbstzensur. Bei längerfristigen Arbeiten überlegen sich Forschende vielleicht, ob sie einen Artikel wirklich veröffentlichen und damit riskieren wollen, den Zugang zu ihrem Korpus zu verlieren, wenn dessen Besitzer, etwa ein Unternehmen oder ein Verband, mit dem Resultat nicht zufrieden ist.

Manche Historiker*innen, die in ein Expertengremium eingeladen wurden, stellen daher die Bedingung, dass sie gesammelte Daten (ausser heiklen persönlichen Daten, die natürlich anonymisiert werden) frei veröffentlichen können. Dies macht eine wissenschaftliche Kontrolle oder eine öffentliche Debatte überhaupt erst möglich. Historisch haben Umweltskandale hier eine wichtige Rolle gespielt. So zwingt das US-amerikanische *discovery*-Verfahren die beklagte Partei, unternehmenseigene Dokumente offenzulegen (*Tobacco Papers*, *Monsanto*

Papers usw.). Solche Akten ermöglichten in der Folge zahlreiche Forschungsarbeiten zur Strategie der Unternehmen, Zweifel zu sähen. Auf der Grundlage von vor Gericht offengelegten historischen Dokumenten konnten David Rosner und Gerald Markowitz, Spezialisten für Gesundheitsfragen am Arbeitsplatz, gar eine riesige Datenbank (*Toxic Docs*) aufbauen.²²

Die Verrechtlichung von Gesellschaft und Geschichtswissenschaft hat also nicht nur negative Auswirkungen für die Erforschung der Vergangenheit, auch ohne europäisches Pendant zum amerikanischen *discovery*-Verfahren. Die frühere «Kultur der Geheimhaltung» wird in Teilen zurückgedrängt: Gestützt auf die 1998 unterzeichnete Konvention von Aarhus über den Zugang zu Informationen in Umweltangelegenheiten kann seither die Veröffentlichung von Verwaltungsdokumenten eingefordert werden.²³

Auch in den Kirchen ist der Quellenzugang ein grosses Problem. In ihrem Beitrag untersuchen Anne-Françoise Praz und Stéphanie Roulin die Kultur des Schweigens und der Kontrolle bezüglich Archivbeständen der katholischen Kirche in der Schweiz. Das 1983 revidierte Kirchenrecht besagt, dass «geheimzuhaltende Dokumente» in einem separaten Raum oder in einem eigenen Fach aufbewahrt werden müssen, das «fest verschlossen und so gesichert ist, dass man es nicht vom Ort entfernen kann» und das nur dem Bischof zugänglich ist. Die beiden Autor*innen beschreiben, wie sich die Medienberichterstattung der letzten Jahre über Fälle von sexuellem und psychischem Missbrauch auf die Handhabung von kirchlichen Archiven ausgewirkt hat. Es gibt eine Tendenz zu mehr Offenheit, aber es bestehen weiterhin grosse Unterschiede je nach Institution und persönlicher Einstellung der Verantwortlichen. Mit diesen wichtigen Fragen werden auch Monika Dommann und Marietta Meier von der Universität Zürich zu tun haben, die kürzlich von der Schweizer Bischofskonferenz beauftragt wurden, eine historische Untersuchung zur Geschichte des sexuellen Missbrauchs im Kontext der römisch-katholischen Kirche in der Schweiz seit Mitte des 20. Jahrhunderts zu erstellen.

Eine digitale Überflussgesellschaft?

Ist die Digitalisierung von Archiven eine Möglichkeit, all die erwähnten Probleme zu umgehen? Grundsätzlich sind digitale Archive sicherlich wünschenswert und notwendig. Dies darf jedoch nicht zur erzwungenen Entmaterialisierung von Forschungsstätten dienen, denn diese sind auch Orte der Begegnung und des wissenschaftlichen Austauschs. Es wäre gänzlich kontraproduktiv, wenn Quellen aufgrund fehlender Inventare schwer identifizierbar sind oder, aus ihrem dokumentarischen Kontext gerissen, einfach so ins Netz gestellt oder den

Forschenden übermittelt werden. Die Interpretation würde erschwert und der Nachvollzug der Provenienz – ein wesentlicher Schritt historischer Forschung – würde verunmöglicht.

Die Digitalisierung stellt regelrecht eine Gefahr für die Forschung dar, wenn sie dazu benutzt wird, den physischen Zugang zu den Lesesälen einzuschränken. So beim Schweizerischen Bundesarchiv, das im Rahmen seiner «konsequent digitalen» Strategie dazu tendiert, die Fernabfrage zur Norm und die physische Abfrage zur Ausnahme zu machen.²⁴ Es ist schwer verständlich, dass hier ein künstlicher Gegensatz konstruiert wird. Darunter leiden insbesondere längere Forschungsvorhaben wie Doktorarbeiten. Die Recherchemethoden sind je nach Zweck unterschiedlich. Die digitale Konsultation ist praktisch für eine gezielte Suche nach Stichwörtern oder beim Durchleuchten von grossen Datenbeständen. Hingegen kann man sich bei der Einsichtnahme vor Ort besser mit dem gesamten Bestand vertraut machen und seinen Aufbau verstehen oder Dokumentenbündel durch diagonales Lesen erfassen. In einem digitalen Dossier des Bundesarchivs wird alles auf einer Ebene abgelegt und es muss jede Datei geöffnet werden, um zu verstehen, zu welcher Serie sie gehört oder ob es sich um einen Anhang zu einem anderen Dokument handelt. Eine ernsthafte und längerfristige Recherche bedingt insbesondere zu Beginn eine Zeit des Eintauchens ins Archiv, die ein Vorgang, der mit Maus und Bildschirm nur schwer nachvollziehbar ist. Auch sind das Wissen und die Vermittlung der im Lesesaal anwesenden Archivar*innen digital nicht abrufbar.²⁵

Benjamin Ryser berichtet in der Rubrik Porträt über die Herausforderungen der Digitalisierung im Kantonsarchiv Bern. Die massenhafte und systematische Retrodigitalisierung von Akten ist dort kein Thema und es scheint schwierig, ausreichend detaillierte Metadaten zu erstellen, die die Materialität der digitalisierten Dokumente angemessen widerspiegeln.

Der Beitrag von Felix Rauh und François Vallotton befasst sich mit einem weiteren Problem der Digitalisierung: mit der Illusion des Überflusses. Audiovisuelle Archive sind in dieser Hinsicht ein Exempel wie aus dem Lehrbuch: Historiker*innen haben nun leichteren Zugang zu Quellen, die bis vor einigen Jahren noch einen erheblichen logistischen Aufwand bedeuteten. Die Autoren zeigen aber, dass die Veröffentlichung von Ressourcen teils mehr dem Marketing auf Social Media und der Kommunikation dient als der Vermittlung von quellenbasiertem Wissen, das mit Metadaten versehen ist, und von Papierdokumenten aus der Produktion, die für die Kontextualisierung unerlässlich sind.

Fragen zur Digitalisierung von Archiven, die bereits bei Papierunterlagen oder analogen Dokumenten relevant sind, stellen sich bei nativ-digitalen Archiven umso dringender. Um die Geschichte des frühen 21. Jahrhunderts zu schreiben, werden künftige Historiker*innen fast ausschliesslich mit elektronischen Doku-

menten arbeiten. Handschriftliche Vermerke werden durch eine Geschichte der Versionen und der Eingriffe in Dateien ersetzt werden.

Es bleibt zu hoffen, dass Archivar*innen, Historiker*innen und Bürger*innen geeignete Modalitäten für die Einsichtnahme in Archive finden werden, die einen dauerhaften und breiten Zugang zu Dokumenten der Vergangenheit gewährleisten – eine grundlegende Voraussetzung für eine reflexive, kritische, wissenschaftliche und quellenbasierte Geschichtsschreibung.

Alexandre Elsig, Thibaud Giddey, Malik Mazbouri
(Übersetzung: Karin Vogt, Anja Rathmann-Lutz)

Anmerkungen

- 1 Bericht des Bundesrates vom 1. 9. 2021 in Erfüllung des Postulates 18.3029 Janiak vom 27. 2. 2018 über die Umsetzung des Archivierungsgesetzes, www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2018/20183029/Bericht%20BR%20D.pdf (4. 1. 2023).
- 2 Nicht zum ersten Mal widmet sich *traverse* dem problematischen Zugang zu Archiven; zu erwähnen sind Simone Chiquet (Hg.), *Archivrecht – Archivzugang / Législation archivistique – Accès aux archives*, *traverse* 10/2 (2003) sowie Malik Mazbouri, Philipp Müller, Daniela Saxer, «Neue Öffnungszeiten des Schweizerischen Bundesarchivs: eine Debatte», gefolgt von: «Offener Brief mit Forderung einer Revision der neuen Öffnungszeiten und der neuen Einsichtsbestimmungen beim Schweizer Bundesarchiv», *traverse* 14/1 (2007), 134–144. Dieser Brief ist praktisch folgenlos geblieben. Aktuelle Nutzer*innen des Bundesarchivs sei die Lektüre zur Information empfohlen.
- 3 Die Formulierung spielt auf den Klassiker von Arlette Farge, *Der Geschmack des Archivs*, Göttingen 2011 (*Le goût de l'archive*, Paris 1997), an.
- 4 Sonia Combe, *Archives interdites. L'histoire confisquée*, Paris 2010 (1. Aufl. 1994).
- 5 Etienne Anheim, «Science des archives, science de l'histoire», *Annales. Histoire, sciences sociales* 74/3 (2019), 505–520, hier 516; Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, Michel Porret, «Penser l'archive», in *Penser l'archive. Histoires d'archives, archives d'histoire*, Lausanne 2006, 7–20.
- 6 Chiquet (wie Anm. 2). Siehe auch Schweizerische Gesellschaft für Geschichte, Ethik-Kodex und Grundsätze zur Freiheit der wissenschaftlichen historischen Forschung und Lehre, Bern 2004.
- 7 Verordnung zum Bundesgesetz über die Archivierung, Art. 14 Abs. 3 und 4, www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/371/de#art_14 (4. 1. 2023).
- 8 Stellungnahme des Bundesrats vom 28. 11. 2014 zur Interpellation 14.3871 Semadeni vom 25. 9. 2014 zur massiven Zunahme gesperrter Akten im Bundesarchiv.
- 9 Bericht des Bundesrates vom 1. 9. 2021 in Erfüllung des Postulates 18.3029 Janiak vom 27. 2. 2018 über die Umsetzung des Archivierungsgesetzes, 12, www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2018/20183029/Bericht%20BR%20D.pdf (4. 1. 2023). Siehe auch Schweizerische Gesellschaft für Geschichte, *Bulletin* 101 (2021), 13.
- 10 Das französische Verteidigungsgeheimnis («secret Défense») ist besonders problematisch: Zahlreiche Historiker*innen und Archivar*innen protestierten gegen die Interministerielle Anweisung Nr. 1300, die die formelle Aufhebung der Geheimhaltung für jedes einzelne Dokument vorsieht, sowie gegen das Gesetz vom 30. 7. 2021 über die Verhütung von Terrorakten und über die Nachrichtendienste. Nachforschungen betreffend verschwundene Personen im Zu-

- sammenhang mit dem Algerienkrieg werden dadurch stark erschwert. Siehe Catherine Teitgen-Colly, Gilles Manceron und Pierre Mansat (Hg.), *Les disparus de la guerre d'Algérie, suivi de La bataille des archives 2018–2021*, Paris 2021. Siehe auch Stéphane Péquignot, Yann Potin (Hg.), *Les conflits d'archives. France, Espagne, Méditerranée*, Rennes 2022, <http://books.openedition.org/pur/162446> (7. 12. 2022).
- 11 Es handelt sich um den Preis «Lapis Animosus», der 2022 zum ersten Mal vergeben wurde.
 - 12 Cathy Dréviron, «RGPD et archives historiques en entreprises privées: les réflexions des archivistes bancaires», *Entreprises et histoire* 100/3 (2020), 154–156.
 - 13 Gilbert Coutaz, Gilles Jeanmonod, *La place de la donnée personnelles dans les archives historiques. Essai d'interprétation à travers les archives de santé aux Archives cantonales vaudoises*, Themendossier Waadtländer Kantonsarchiv, 2017.
 - 14 Johanna Gisler, «arCHeco. Le répertoire en ligne des fonds d'archives d'entreprises en Suisse et au Liechtenstein», in Véronique Fillieux (Hg.), *Les archives d'entreprises. Entre gestion patrimoniale et veille technologique*, Louvain-la-Neuve 2007; Sébastien Guex, «Archives publiques et privées en Suisse: ombres et lumières», in *Les maltraitements archivistiques. Falsifications, instrumentalisations, censures, divulgations*, Louvain-la-Neuve 2010, 181–204.
 - 15 Martin Lüpold, «Ein Dokumentationsprofil für Wirtschaftsarchive in der Schweiz», *Informationswissenschaft. Theorie, Methode und Praxis* 3/1 (2014), doi.org/10.18755/iw.2014.15 (4. 1. 2023).
 - 16 Unabhängige Expertenkommission: Schweiz – Zweiter Weltkrieg (UEK), *Die Schweiz, der Nationalsozialismus und der Zweite Weltkrieg. Schlussbericht*, Zürich 2002, II.
 - 17 UEK (wie Anm. 15), 34–41.
 - 18 Sandra Bott, *La Suisse et l'Afrique du Sud, 1945–1990. Marché de l'or, finance et commerce durant l'apartheid*, Zürich 2013, 17–19.
 - 19 Daniel von Aarburg, *Die Affäre Meili – Ein Whistleblower zwischen Moral und Milliarden*, 50 min., Schweiz/Deutschland 2018.
 - 20 Matthieu Leimgruber, *Kriegsgeschäfte, Kapital und Kunsthaus. Die Entstehung der Sammlung Emil Bührle im historischen Kontext, Forschungsbericht zuhanden des Präsidialdepartements der Stadt Zürich und der Direktion der Justiz und des Innern des Kantons Zürich*, Zürich 2020, 12.
 - 21 Medienmitteilung, Stellungnahme von ehemaligen Mitgliedern und Mitarbeitenden der UEK, sog. «Bergier-Kommission», zur Sammlung Bührle im Kunsthaus Zürich, 7. 11. 2021.
 - 22 David Rosner, Gerald Markowitz, «L'histoire au prétoire. Deux historiens dans les procès des maladies professionnelles et environnementales», *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 56/1 (2009), 227–253. Siehe www.toxicdocs.org (4. 1. 2023).
 - 23 Alexandre Elsig, «Une histoire «serve» de l'environnement? Retour sur une expérience de recherche liée au cas d'une décharge polluée par des PCB en Suisse», in Stéphane Frioux, Renaud Bécot (Hg.), *Écrire l'histoire environnementale au XXI^e siècle. Sources, méthodes et pratiques*, Rennes 2022, 317–329.
 - 24 Schweizerisches Bundesarchiv, Strategie Bundesarchiv 2021–2025, 10. 6. 2021, 8.
 - 25 Die Praxis der digitalen Dokumente hat jedoch bereits zu einem Abbau der physischen Präsenz im Lesesaal geführt, dafür müssen jetzt mehr «Fernabfragen» bearbeitet werden. Siehe Caroline Muller, Frédéric Clavert (Hg.), *Le goût de l'archive à l'ère numérique*, *Gazette des archives* 253 (2019) (insbesondere den Beitrag von Julien Benedetti).